



LABORATOIRE DE SOCIOLOGIE
D'ANTHROPOLOGIE
ET D'ETUDES AFRICAINES

LAS ANEA



REVUE DEZAN

VOLUME 8, NUMERO 1, 2020

UAC, Juin 2020



ISSN 1840-717-X DU 4ème trimestre
Dépôt Légal N°6378 du 4ème trimestre

Impression : Centre des Publications Universitaires
(Université d'Abomey-Calavi) Tél. : (00229) 95 91 57 61
République du Bénin

DEZAN

VOLUME 8, NUMERO 1, 2020

UAC, Juin 2020

Toute correspondance est adressée au :
Comité de Rédaction de la revue DEZAN
01 BP 526 Cotonou, République du Bénin
revuedezean@yahoo.fr

Toute reproduction sous quelle forme que ce soit est interdite et de ce fait passible des peines prévues par la loi 84-003 du 15 mars 1984 relative à la production du droit d'auteur en République du Bénin.

ISSN 1840-717-X DU 4^{ème} trimestre

Dépôt Légal N°6378 du 4^{ème} trimestre

Ce numéro a été réalisé grâce à l'engagement, aux conseils et observations d'enseignants et chercheurs du Département de Sociologie-Anthropologie et d'autres entités de la Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines de l'Université d'Abomey Calavi.

Nous tenons à témoigner de notre reconnaissance aux **Professeurs Michel BOKO, Guy Ossito MIDIOHOUAN, Ambroise MEDEGAN, Bertin YEHOUEYOU et Maxime da CRUZ.**

Dr. Narcisse YEDJI et Romuald T. SOSSOU ont assuré le recueil, l'agencement et la mise en forme des textes. Le tout, sous la supervision du Rédacteur en Chef par intérim **Dr. Codjo Timothée TOGBE**

REVUE DEZAN <i>Volume 8, NUMERO 1, Juin 2020</i>
--

Directeur de publication

Dr. IMOROU Abou-Bakari (MC)
Maitre de Conférences des Universités (CAMES)

Rédacteur en Chef par intérim

Dr. Codjo Timothée TOGBE
Maitre Assistant des Universités (CAMES)

Comité Scientifique

Pr. Michel BOKO (Bénin), Pr. Prospère I. LALEYE (Sénégal),
 Pr. Albert TINGBE-AZALOU MC (Bénin), Pr. Francis AKINDES (Côte d'Ivoire),
 Pr. Maxime Da CRUZ (Bénin), Pr. Thomas BIERSCHEK (Allemagne), Pr
 Yendoukoa Lalle LARE, MC (Togo), Pr. Albert NOUHOUAYI (Bénin), Gautier
 BIAOU, MC (Bénin), Pr. Mamoudou IGUE (Bénin), DANIQUE TAMASSE Roger,
 MC (Togo), MONGBO Rock (Bénin), Pr. Issiaka KONE (Côte d'Ivoire), Pr. Séri
 DEDY, Pr. Elisabeth FOURN (BENIN), Alkassoum MAIGA (BURKINA FASO)
 et Pr. Lolouvou Foly HÉTCHÉLI (TOGO), HOUNGNIHIN Rock

Comité de Lecture

Pr Toussaint TCHITCHI (Bénin), Pr. Sylvain ANIGNIKIN Bénin),
 Pr. Paulin T. HOUSSOUNOU (Bénin), Pr. Albert TINGBE AZALOU, MC
 (Bénin), Pr Roch Gnahoui DAVID (Sénégal), IGUE Babatundé Charlemagne
 (Bénin), MIDIOHOUAN Guy Ossito (Bénin), MEDEGAN Ambroise (Bénin)

Recueil, agencement et mise en forme des textes

Dr. Narcisse YEDJI & Tokandé Romuald SOSSOU

SOMMAIRE

LE COMMERCE TRANSFRONTALIER DU POISSON TRANSFORME ENTRE LA COTE D'IVOIRE ET LE GHANA, _____	7
Aboya Narcisse & Kanga Koco Marie Jeanne	
SOIGNANTS ET VECUS DU BURNOUT A LA CLINIQUE UNIVERSITAIRE DE GYNECOLOGIE OBSTETRIQUE (CUGO) DE COTONOU _____	25
Alphonse Mingnimon AFFO, Elwis Roland ASSOGBA & Grégoire Magloire GANSOU	
PRATIQUE DU RITE ASEN CHEZ LES FON DE OUIDAH : ENTRE SACRALITE ET SYMBOLISME IDENTITAIRE _____	45
John AKINTOLA	
L'ACCES A L'EAU POTABLE ET SES INCIDENCES SOCIO-ENVIRONNEMENTALES DANS LE PREMIER ARRONDISSEMENT DE LA COMMUNE DE DJOUGOU AU NORD DU BENIN _____	59
AKIYO Offin Lié Rufin	
GLOBALISATION DES MŒURS, GOUVERNABILITE ET INCIVISME DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES A OUAGADOUGOU _____	75
Yisso Fidèle BACYE & Moubassiré SIGUE	
STRATEGIES D'ORGANISATION DE LA SECURITE AUTOUR DES MARCHES FORAINS DE BROBO EN COTE D'IVOIRE _____	95
BALLY Claude Koré	
FACTEURS SOCIAUX LIMITANT L'ADHESION DES FEMMES AUX COOPERATIVES PAYSANNES A AKPRO-MISSERETE AU SUD DU BENIN _____	113
BENON MONRA ABDOULAYE	
LA VERTU COMME VÉRITABLE RICHESSE DES ÉTATS CHEZ PLATON _____	129
BROU Nanou Pierre	
« IYAWO » DE KETOU AU BENIN: ENTRE HERITAGE CULTUREL ET AUTONOMISATION FINANCIERE _____	149
Cabiratou OGOUBIYI, Donald V. B. CHAOU & Dodji AMOUZOUVI	
RADIOSCOPIE D'UNE COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE AUX FINS DE VALORISATION DES RÉSULTATS DE RECHERCHE AU BURKINA FASO _____	165
Tionyéfé FAYAMA, Mariétou SORY & Flavienne Valérie SAWADOGO	
GENRE ET GESTION INTEGREE DES DECHETS SOLIDES (BALLES) ISSUS DE LA TRANSFORMATION DU RIZ DANS LES COLLECTIVITES TERRITORIALES DE L'ATACORA AU BENIN _____	191
Appolinaire D. GNANVI	
ORGANISATION DU SYSTEME DE SANTE EN MILIEU RURAL AU BURKINA FASO ET LOGIQUES D'ACTEURS : UNE LECTURE A PARTIR DE LA STREET LEVEL BUREAUCRACY _____	211
Sidbéwendin David Olivier ILBOUDO	
PATRIMOINE ARCHITECTURAL URBAIN DE LA VILLE DE ZINDER : ROLE ET SIGNIFICATION DE L'HABITAT TRADITIONNEL DU DEDANS AU DEHORS _____	231
Issoufou ISSA	
MOBILES EXPLICATIFS DE LA MONETARISATION DES TRANSACTIONS FONCIERES CHEZ LES NIABOUA DE TAPEGUHE DANS LE CENTRE OUEST IVOIRIEN _____	247
Arsène KADJO ; Koffi Noël KOUASSI & Kounadi TRAORE	
CONSTRUCTION DE L'IDENTITE RELIGIEUSE DÁÁGBÓVI AU SEIN DE LA TRES SAINTE EGLISE DE JESUS-CHRIST AU SUD-BENIN _____	263
KOKOU Bessan Florentin, AFADJINOU Horace & AKINTOLA John	

LES UNIVERSITÉS PUBLIQUES IVOIRIENNES DANS LA COOPÉRATION CÔTE D'IVOIRE-JAPON DE 1983 À NOS JOURS _____	277
N'Dri Laurent KOUAKOU	
RESISTANCE DES ACTEURS SOCIAUX AUX RECOMMANDATIONS DE LA MEDECINE MODERNE POUR LA GESTION DE LA GROSSESSE A TOFFO _____	303
LALY Ambroise, CADASSOU Marcien K. S. , IMOROU Abou-Bakari & HOUNGNIHIN A. Roch	
FACTEURS LOCAUX DES ALEAS CLIMATIQUES ET MESURES D'ADAPTATION DES POPULATIONS DU DEPARTEMENT DES COLLINES AU BENIN _____	327
MAKPONSE Makpondéou	
GOUVERNANCE LOCALE DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE EN MILIEU RURAL DANS LES COMMUNES DE LALO, KLOUEKAMEY ET TOVIKLIN (MOYEN-COUFFO) AU SUD DU BENIN _____	353
Brice Hugues Serge MARIANO & Marius K. VODOUNNON TOTIN	
DOULEUR CHRONIQUE : DES RÉALITÉS CULTURELLES AUX FONCTIONNEMENTS PSYCHIQUES DU SOIGNANT-SOIGNÉ À L'HÔPITAL D'INSTRUCTION DES ARMÉES DE COTONOU (BÉNIN) _____	369
MEHINTO Michel Mètonou	
ESSOR DE L'HEVEACULTURE EN COTE D'IVOIRE : DEVELOPPEMENT DES CONTRATS DE PRET DE TERRE CONTRE ENTRETIEN DE JEUNES PLANTS ET DE MISE EN GAGE EN SITUATION DE RECONVERSION CULTURALE _____	393
MLAN Konan Séverin	
MOUVEMENTS SOCIOPOLITIQUES AU TOGO : QUEL AGIR STRATEGIQUE ET COMMUNICATIONNEL DES ACTEURS POLITIQUES ? _____	413
Gbati NAPO	
LES ENFANTS ORPHELINS ET REBELLES DANS LES CONTES AFRICAINS : CANON D'UNE MORALE DE DIDACTISATION _____	435
Konan Germain N'GUESSAN	
LE MAGHREB AU VIIIème SIECLE : RESISTANCES A L'IDEAL ISLAMIQUE D'UNITE (720-745) _____	453
Nogbou M'domou Eric	
ENFANT, MALADIE ET GUERISON A LOUGSI (BURKINA FASO) : L'ANTHROPOLOGIE ET LA TRANSITION DES PRATIQUES DE SANTE PUBLIQUE _____	473
Natéwindé SAWADOGO	
DYNAMIQUE DES VECUS SOCIO-CULTURELS ET RAPPORT A L'ECOLE DES SENOUFU MIGRANTS DANS LA ZONE FORESTIERE DE LA COTE D'IVOIRE ____	495
SILUE Abou	
VALEURS RELIGIEUSES ET LAÏCITE _____	525
TAYORO Gbotta	
CONCILIATION VIE FAMILIALE ET VIE PROFESSIONNELLE : UN DEFII POUR LES FEMMES SOIGNANTES DU SECTEUR PUBLIC DE LA SANTE A LOME _____	547
TOUDEKA Ayawavi Sitsopé & GNOUMOU THIOMBIANO Bilampoa	
GESTION DE FLUX DES ELEVES AU NIVEAU DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL AU MALI : INNOVATION OU ENSEIGNEMENT AU RABAIS ? _	569
Ibrahima TRAORE	
INTEGRATION DU GENRE DANS L'AFFERMAGE DES OUVRAGES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE DANS LA COMMUNE DE KLOUEKANME _____	585
GBOYOU G. Nestor ; TOBADA Alexis Babyilas ; GOMEZ COUAMI Ansèque & VISSIN Expédit Wilfrid	

MOUVEMENTS SOCIOPOLITIQUES AU TOGO : QUEL AGIR STRATEGIQUE ET COMMUNICATIONNEL DES ACTEURS POLITIQUES ?

Gbati NAPO

*Université de Lomé/FSHS/Département de sociologie
napoluco@yahoo.fr*

Résumé

Au début de la décennie 1990, le Togo et surtout sa capitale, Lomé, fut le théâtre des mouvements sociopolitiques de revendications des libertés individuelles, associatives, de pluralisme politique, de restauration de la démocratie et d'amélioration des conditions de vie des populations. Le présent article a pour objet de montrer que depuis 1990 jusqu'aujourd'hui, les associations, enseignants, étudiants, société civile et surtout les partis politiques menèrent la fronde à l'autorité politique, aussi bien pour des raisons politiques que pour des revendications matérielles et l'amélioration des conditions socioéconomiques de la population. Pour y parvenir, les organisateurs de ces mouvements sociaux ont utilisé différentes stratégies. Le présent travail qui procède d'une approche qualitative a fait ressortir les différentes manifestations qui ont secoué la vie socioéconomique du Togo et les stratégies de communications déployées par les acteurs impliqués dans l'organisation de ces manifestations.

Mots-clés : acteurs politique, citoyen, changement social, communication, mouvement sociopolitique, revendication, stratégie.

SOCIOPOLITICAL MOVEMENTS IN TOGO : WHAT TO ACT STRATEGIC AND COMMUNICATION OF POLITICAL ACTORS ?

Abstract

At the beginning of the 1990s, Togo and especially its capital, Lomé, was the scene of socio-political movements for demands for individual and associative freedoms, political pluralism, restoration of democracy and improvement of the living conditions of the populations. The purpose of this article is to show that since 1990 until today, associations, teachers, students, civil society and especially political

parties have led the sling to political authority, both for political reasons and for demands and the improvement of the socioeconomic conditions of the population. To achieve this, the organizers of these social movements used different strategies. This work, which proceeds from a qualitative approach, has brought out the various events that have shaken the socio-economic life of Togo and the communication strategies deployed by the actors involved in the organization of these events.

Keywords : political actors, citizens, social change, communication, socio-political movement, demand, strategy.

Introduction

Considérée comme un système de gouvernance fondé sur le pluralisme politique, la démocratie confère aux citoyens un ensemble de libertés : la liberté d'expression, de manifestation, de participation à la vie politique, etc. Longtemps restés en marge de ce système, les pays africains dont le Togo, ont accepté à partir des années 1990, de rompre avec le système de parti unique et restaurer le pluralisme politique. Dès lors, une importance est accordée à la capacité des citoyens et aux groupes qu'ils constituent à pouvoir s'exprimer et à échanger sur les affaires publiques (J. Habermas, 1978 ; C. Calhoun, 1998 ; cités par M. Foisy (2008, p.4)). La parole et l'action étant le potentiel basique de la participation politique, la possibilité pour le citoyen de s'exprimer par la voix ou par écrit au moyen des médias est perçue comme essentielle pour qu'une société dite démocratique soit considérée comme étant « en bonne santé ». C'est au nom de ce principe que les mouvements sociaux (membres de groupes d'intérêts, d'associations ou de partis politiques, journalistes, etc.) défendant des idéaux ont pu faire valoir leur voix face à ceux qui détenaient le pouvoir.

Dans cette perspective, les manifestations publiques, relayées par les médias, sont devenues des moyens couramment utilisés par les acteurs politiques et autres, défenseurs du bien-être de la population ou dans la conquête du pouvoir, pour faire entendre leurs voix. La réclamation de plus de liberté, de droits et d'une bonne gestion de la chose publique ont généré un climat propice aux mouvements sociaux au début des années 1990 dans la plupart des pays d'Afrique. A cet effet, différentes composantes de la société qui ne peuvent pas faire connaître leurs revendications, social change se tournèrent spontanément vers d'autres leaders d'associations, de partis politiques et des groupes organisés qui partageaient les mêmes préoccupations qu'eux. Ainsi, on assiste à la naissance de différents groupes autonomes alternatifs (M.

Diani, 1992 ; M. Castells, 1999, cités par M. Foisy (idem, p.5)) et certainement pour faire le contrepoids. En outre, l'avènement de l'Internet et la multiplication des réseaux sociaux numériques vont permettre à ces acteurs de décupler leur capacité de communiquer et d'agir rapidement.

Les forces vives du Togo, loin d'avoir subi uniquement l'influence du climat politique international ont démontré, par la mobilisation populaire, le désir de s'épanouir et de mettre fin à un système moins enclin aux libertés, aux droits individuels et collectifs. Le 5 octobre 1990, Lomé la capitale du Togo fut le théâtre d'une explosion populaire. Le pays présenté jusque-là comme la « Suisse d'Afrique »¹, entra dans une phase de violence impliquant défenseurs et détracteurs du régime Eyadéma (E. Batchana, 2014, p.287). Une situation qui découle de la fusion des mécontents et des mécontentements qui aboutit aux différentes manifestations de masse, aux grèves et par moment des tentatives d'insurrection. Depuis lors, la vie sociopolitique fut perturbée et mouvementée : grève des étudiants, des enseignants de tous les niveaux, des professionnels de la santé, des crises au sein de la classe politique, etc. Malgré l'organisation de la conférence nationale souveraine (juillet-août 1991) et l'établissement de nouvelles règles de gouvernance au Togo, la démocratie reste à améliorer du fait de la persistance et de la résurgence des crises politiques, des contestations et revendications sociales et politiques, la mal organisation ou la protestation des résultats des élections, etc. Le 19 août 2017, le Togo renoue avec un nouveau cycle de mouvements de revendication donnant l'occasion aux citoyens d'investir la rue et les places publiques pour les uns, exiger le retour à la constitution originelle d'octobre 1992 et le vote de la diaspora² et pour d'autres, exprimer leur soutien au président de la République, aux institutions de la République, préserver la paix, la sécurité et l'État de droit ; paralysant ainsi les activités quotidiennes et bouleversant la vie socioéconomique du pays. Partant de ces constats, nous formulons la question principale suivante : comment expliquer la recrudescence des mouvements sociopolitiques constatés au Togo depuis la restauration de la démocratie à partir des

¹ En raison de la paix qui régnait.

² Mot d'ordre initial qui ne sera plus le même au fur et mesure que la mobilisation augmente et qui finit par différer selon les responsables politiques de la coalition. Ce qui également est une remise en question du critère d'unanimité des revendications dont parlent Ogien A. et Laugier S. (2014) dans leur enquête sur les nouvelles formes du politique.

années 1990 ?

La présente recherche se propose, après une présentation du cadre théorique et de l'approche méthodologique, de faire une analyse d'une part de ces récentes manifestations sociopolitiques que le Togo a connues et d'autre part des stratégies de communications déployées par les acteurs dans l'organisation de ces manifestations dans la dynamique de la conquête ou de la conservation du pouvoir ou encore des revendications pour l'amélioration des conditions socioéconomiques des populations.

1 - Cadre théorique, matériels et méthodes

Pour cerner les contours du fait social analysé, nous avons fait recours à certaines théories sociologiques et adopté une approche méthodologique pour collecter les informations.

1.1 – Cadre théorique

Plusieurs théories, approches et modèles d'analyse se sont illustrés autour des stratégies de mobilisation dans le cadre des mouvements sociaux. A cet effet, le présent travail s'inscrit dans la théorie des mouvements sociaux de A. Touraine (1973), de l'analyse stratégique de M. Crozier et E. Friedberg (1977) et de la théorie de l'agir communicationnel de J. Habermas (1978). Pour Touraine, dans une société, un mouvement social incarne non une simple mobilisation mais un projet de changement social. Pour parvenir à ce statut de changement social, une mobilisation doit remplir trois conditions : un principe d'identité, un principe d'opposition, un principe de totalité. Dans le cadre du présent travail, cette théorie a permis d'analyser les mouvements sociaux au Togo, vu qu'ils respectent les trois principes susmentionnés.

Aussi faut-il reconnaître que chaque acteur dans un système met en place un certain nombre de stratégies pour s'aménager une zone d'incertitude ; ce qui justifie la référence à l'analyse stratégique de M. Crozier et E. Friedberg (idem) afin de mieux comprendre les stratégies mises en place par les acteurs politiques dans l'organisation des mouvements sociaux et la mobilisation des militants. En effet, pour ces auteurs, chaque acteur dans un système met en place des stratégies personnelles qui ne sont toujours pas déterminées par la cohérence du système dans lequel il s'insère dans le but de se prémunir du pouvoir des autres acteurs. Aussi, pour interagir avec la base, les acteurs politiques ont-ils besoin de communiquer selon un agir communicationnel (J. Habermas). Ce qui nous a permis d'identifier les

différentes formes et stratégies de communication utilisées pour interagir avec la population.

1.2- Matériels et Méthodes

La démarche méthodologique adoptée dans le cadre de la présente recherche est d'ordre qualitatif, combinant la recherche documentaire, les entretiens individuels semi-directifs et l'observation participante. La recherche documentaire a permis de parcourir des ouvrages de spécialité, les résultats des recherches dans le domaine politique et communication, de mobilisation et de participation citoyenne, les articles sur les stratégies de communication des acteurs politiques.

L'approche documentaire est appuyée par une recherche empirique sur la base de l'observation participante lors de certaines manifestations publiques et de l'observation ethnographique (C. Barats *et al.*, 2013) qui a consisté à consulter les sites web de certains partis politiques, les publications et commentaires des citoyens sur la toile³ à partir de certaines plateformes WhatsApp en analysant les contenus des discussions. Les entretiens, à l'aide d'un guide d'entretien, ont été réalisés auprès de 20 personnes (5 acteurs politiques, 5 acteurs relevant des médias et associations et 10 acteurs de la société en général) en tenant compte des thématiques de manifestations dans la rue, mobilisation et participation des citoyens, grève, revendications, vie politique et besoins des populations, communication des acteurs politiques. Le traitement manuel des données a consisté en une analyse qualitative de contenu (A. Mucchielli, 2006 ; L. Bardin, 2007) des propos des personnes interrogées et à un croisement des différentes informations obtenues afin de comprendre et de rendre compte du fait social étudié dans sa totalité. Les tendances obtenues ont été présentées sous forme de verbatim. Les entretiens individuels ont été réalisés dans la ville de Lomé, capitale du Togo, champ privilégié de toutes les manifestations sociopolitiques.

2-Résultats et discussion

2.1- Mouvements sociopolitiques avant le renouveau démocratique : essai d'analyse

Au Togo, avant le renouveau démocratique des années 1990, et au nom de l'impératif de l'Etat unitaire, tous les mouvements de protestations,

³ Les sites web visités : unir.tg, anctogo.com, focusinfo.net, togoinfo.com

quels que soient leur origine, leur nature et les acteurs sont systématiquement étouffés. Sous la première République, le président Sylvanus Olympio a prôné un syndicalisme de collaboration plutôt que celui de la revendication. Sous la deuxième République, les mouvements protestataires sont beaucoup plus politiques que corporatistes du fait du déficit de légitimité dont souffrait le président d'alors, Nicolas Grunitzky. Sous la troisième République, la logique unitaire de l'espace public a imposé un cadre associatif de participation qui ne donnait aucune chance à la contestation ouverte (T. R. Danioué, 2010, p.205).

Avec la création le 30 novembre 1969 du parti-Etat, le Rassemblement du Peuple Togolais (RPT), tous les citoyens ont été conviés à s'unir dans un seul creuset national. Les syndicats et les associations sont donc considérés comme de simples maillons de l'unique chaîne politique dont l'aboutissement est la pensée unique. En dehors de la contestation occulte, les seules manifestations ouvertes furent alors des soutiens au régime du général Gnassingbé Eyadéma (T. R. Danioué, idem).

Dans un tel contexte politique et social avec un monopole total de l'Etat, la diffusion de l'information est soumise à un contrôle avec pour corolaire la restriction des libertés individuelles, collectives et de manifestation, ainsi que la réduction de l'espace médiatique et de participation politique ou à toute manifestation de revendication à caractère sociopolitique et économique. La société civile dans son ensemble est absente de la vie sociale et dans l'arène politique. Après le cycle du monopartisme, qui a duré presque vingt-cinq, le pluralisme politique est restauré à la suite de la promulgation de la charte des partis politiques le 12 avril 1991 ; changeant ainsi le cours et le paysage de la vie politique.

2.2. Acteurs politiques et essai de typologie des mouvements sociopolitiques

2.2.1 Vie politique togolaise et ses acteurs

Au Togo, on compte plus d'une centaine de formations politiques : le parti au pouvoir l'Union pour la République (UNIR), l'Union des Forces du Changement (UFC) dont le président est l'actuel chef de file de l'opposition, l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) qui fait office du parti le plus influent⁴ de l'opposition togolaise, le Parti

⁴ Son leader est resté jusqu'à la législature sortante de décembre 2018 chef de file de l'opposition et compte actuellement dans son rang plus de conseillers locaux que les autres formations politiques de l'opposition togolaise. Le parti n'est plus de

National Panafricain (PNP), le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), la Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA), le Nouvel Engagement Togolais (NET). Outre ces formations politiques, et de par leur activisme permanent sur le terrain, existe également une pléthore de partis dont l'influence sur la scène politique nationale reste relativement faible et ceux qui renaissent pour quelques mois à l'occasion des échéances électorales.

Les mouvements politiques (marches de soutien ou les protestations politiques) récemment survenus au Togo sont l'œuvre soit des partis politiques, soit des coalitions de partis, soit encore des associations à caractère politique. Parmi ces dernières figurent le Collectif Sauvons le Togo (CST) qui a conduit la contestation politique de la période de 2012 à 2013 avant de passer le témoin au Front républicain pour l'alternance et le changement (FRAC). Par la suite, s'étaient constitués le Combat pour l'Alternance politique en 2015 (CAP 2015) regroupant l'ANC, la CDPA, le DSA, le PSR et l'UDS-Togo, le Groupe des Six encore dénommé G6 formé par l'ADDI, les FDR, Le Togo Autrement, le MCD, les Démocrates, le Parti des Togolais et plus récemment encore la C14 ou la coalition des quatorze partis politiques de l'opposition dite démocratique, le fer de lance des mouvements populaires dirigés contre le régime au pouvoir dont le début remonte à courant août-septembre 2017. Rappelons que cette alliance politique née au lendemain de la manifestation très mouvementée du 19 août 2017 organisée par le Parti National Panafricain (PNP) dont le leader a été un des principaux artisans de la récente fronde politique contre le régime du président Faure Gnassingbé au pouvoir depuis 2005, a connu quelques mois après, des démissions en cascade. Démissions à la suite desquelles naîtra une seconde coalition baptisée, elle, la coalition renouée.

Tous ces mouvements ont prétendu soit prendre le pouvoir de l'État par la rue, soit exiger des réformes politiques dont l'opérationnalisation devrait, comme l'a envisagé l'opposition, constituer le verrou qui empêcherait de façon formelle et constitutionnelle un nouveau quinquennat du président actuel Faure Gnassingbé. Mais, tout autant qu'elles sont, « *ces actions contestataires n'ont jamais pu atteindre les résultats escomptés. Au contraire, elles ont souvent conduit le régime à mieux se réorganiser plutôt que d'obtenir de ses tenants une concession quelconque au bénéfice des frondeurs (les*

représentant à l'Assemblée nationale pour n'avoir pas participé aux législatives dernières du 20 décembre 2018.

partis de l'opposition) » à en croire aux propos d'un citoyen interrogé lors des entretiens individuels.

2.2.2 Essai de typologie des mouvements sociaux les plus récurrents au Togo

La présente typologie tient compte de la restauration de la démocratie à partir de 1990. Le tableau ci-dessous présente quelques exemples de mouvements à caractère sociopolitique.

Tableau 1 : quelques exemples de mouvements sociopolitiques, acteurs et buts

Mouvements sociopolitiques	Acteurs	But
Manifestations du 5 octobre 1990	Société civile et partis politiques	Demande de restauration du multipartisme et plus de liberté aux citoyens.
Mouvements sociaux au campus universitaire de Lomé et de Kara	Enseignants, étudiants et personnel administratif et technique	Amélioration des conditions de travail des acteurs universitaires (salaires, allocations d'aides et de bourses, constructions et équipement de salles de cours, de laboratoires, etc.)
Grève des enseignants du secondaire 1 & 2	Enseignants du primaire et du secondaire	Augmentation des primes, revalorisation des salaires, amélioration des conditions de travail des enseignants.
Manifestations des élèves du secondaire 1 & 2	Elèves secondaire 1 & 2	Amélioration des conditions de travail, et soutien à la grève des enseignants du secondaire.
Grève des médecins	Acteurs soignant de la santé et personnel administratif de la santé	Amélioration des conditions de travail, prise en compte sur le budget de l'État des agents contractuels, équipements des hôpitaux de soins publics.
Contestation des résultats des élections présidentielles (2005-2010-2015-2020)	Partis politiques de l'opposition	La non reconnaissance des résultats proclamés
Manifestations du 19 août 2017	Partis politiques, militants et	Application de la Constitution originelle d'octobre 1992 et vote

	sympathisants	de la diaspora.
--	---------------	-----------------

Source : tableau réalisé par G. Napo à partir des données de terrain, novembre 2019.

Toutes ces manifestations comme on peut le constater tournent autour de l'amélioration des conditions de travail et de vie des différents acteurs impliqués dans ces mouvements et de la population en général ; du changement social. En effet selon les recoupements des propos des acteurs interrogés lors des entretiens, « *les salaires des fonctionnaires togolais sont trop bas et doivent être revus à la hausse pour permettre à ces derniers de vivre décemment. En plus de cela l'Etat doit opérer une amélioration des conditions de travail en matériels et infrastructures* » (Membre d'un parti politique). Et un autre enquêté de renchérir en ces termes « *certes nos dirigeants cherchent à améliorer les conditions de vie des togolais, mais il faut une amélioration des salaires, de la valeur indiciaire, une amélioration des bourses des étudiants, des militaires et retraités, des recrutements dans la fonction publique, créer des emplois pour éviter de former des chômeurs* » (Professionnel des médias). Ce qui permettrait d'avoir « *moins de frustrations, de mécontentements, de révoltés contre le régime en place et qui gonflent les rangs des manifestants lors des mouvements de protestation et de contestation* » a ajouté un membre d'une association. Comme on peut le constater, l'année 1990 marqua la fin des pratiques unitaires et ouvre la voie à la pluralité des manifestations, des contres manifestations et des libertés d'expression ; un changement de vision et de participation à la vie politique.

2.3. De la recrudescence des mouvements sociaux à caractère politique au Togo

Les partis politiques et le multipartisme ont longtemps occupé une place secondaire dans l'analyse des faits politiques concernant l'Afrique. On comprend le peu d'attention qui a pu être accordé à ces questions si l'on note que les partis sont supposés jouer un rôle important dans l'organisation et la régulation des systèmes démocratiques modernes. La vie politique africaine est généralement marquée par la violence, le désordre, la personnalisation du pouvoir et la faiblesse des règles constitutionnelles. Le pluralisme partisan est apparu en Afrique à la fin des années 1950 et au début des années 1960, à la fin de l'époque coloniale. Les partis politiques, organisations d'origine occidentale, semblent avoir eu du mal à s'enraciner dans la vie politique africaine, à l'instar d'autres importations occidentales comme le constitutionnalisme libéral ou le gouvernement représentatif. Il a fallu attendre le début des années 1990 pour voir de

nouvelles tentatives de mise en place de systèmes multipartites dans un continent où la tendance a été à la dénaturation ou au refus des règles démocratiques.

Au Togo, grâce au renouveau de la démocratie, la loi n° 91-97 du 12 avril 1991 portant charte des partis politiques marque une volonté gouvernementale dans cette aventure démocratique. La liberté d'expression étant également l'un des principes de la démocratie, ces partis politiques peuvent exprimer librement leurs opinions et leurs pensées tout en respectant les limites définies par la loi. A cet effet, les mouvements de protestations sont devenus l'une des canaux par lesquels les partis politiques de l'opposition expriment leur mécontentement et insatisfaction de la gouvernance politique du pays. Nous pouvons citer à titre d'exemple les mouvements sociopolitiques du 5 octobre 1990 et du 19 août 2017 qui ont marqué l'histoire politico-sociale contemporaine du Togo. En dehors de ces deux mouvements, nous avons les mouvements de contestations électorales de 2005 suite au décès du président Eyadéma, de 2010 après la réélection du président Faure Gnassingbé, de juin 2012 et ceux couvrant l'an 2015 organisés par des partis de l'opposition avant et après les élections présidentielles, les mouvements du 18, 19 et 20 octobre 2017, du 11, 12 et 14 avril 2018 de la coalition des 14 partis politiques de l'opposition (C14).

Même s'ils n'ont toujours pas apporté le changement escompté dont espère la population dans son ensemble, il est fort intéressant de constater au cours de ces mouvements sociopolitiques au Togo que ces derniers ont toujours respecté les trois principes d'existence de tout mouvement social selon Alain Touraine : le principe d'identité (partis de l'opposition, associations, etc.), le principe d'opposition (parti au pouvoir) et le principe de totalité (satisfaction des revendications, le retour à la constitution de 1992 pour ce qui est des mouvements amorcés depuis le 19 août 2017). Différents acteurs ont été à l'initiative de ces mouvements dès leur départ avec des stratégies et modes d'actions différents. Et comme il est question des mouvements sociopolitiques, les partis politiques de l'opposition constituent alors les principaux acteurs de cette lutte politique. Un parti politique est un groupe de personnes partageant les mêmes intérêts, les mêmes opinions, les mêmes idées, et qui s'associent dans une organisation avec pour objectif de conquérir le pouvoir, l'exercer et mettre en œuvre un projet politique ou programme commun. Nous prenons comme étude de cas les mouvements politiques du 5 octobre 1990 et du 19 août 2017.

Mouvement populaire du 5 octobre 1990 : le Togo atteint par le souffle du vent de l'Est

Intervenu dans un environnement historico-politique fortement marqué par un regain d'intérêt à la liberté et au respect des droits de l'homme, le soulèvement populaire du 5 octobre 1990 aurait été avant tout l'œuvre de la jeunesse togolaise avant de faire par la suite l'objet d'une récupération politique décidée par des acteurs, juristes pour la plupart, épris du changement et du désir de voir restaurer la démocratie multipartite sur la terre de nos aïeux. Tout est allé vite ce matin au Palais de la Justice de Lomé envahi par des jeunes, en majorité étudiants, qui occupèrent le tribunal et ses abords où devrait être rendu le jugement dans l'affaire de distribution de tracts séditionnels inculquant Hilaire Dossouvi Logo et Tino Doglo Agbélenko. Sur place, les manifestants ont scandé des slogans hostiles au régime et demandé la libération des deux prévenus. Aussi, chantèrent-ils la « Terre de nos aïeux », l'hymne de l'indépendance proscrit depuis quelques décennies dont ils demandèrent le rétablissement. En réaction, intervint l'armée qui dispersa le mouvement. Dans la débandade les jeunes s'en prirent aux symboles du pouvoir, incendiant des véhicules de l'administration, des forces de sécurité, détruisant des commissariats et photos officielles du chef de l'Etat. Ce qui était prévu pour être une manifestation pacifique se transforma ainsi en une véritable émeute populaire à travers certains quartiers de Lomé. Ce fut, comme l'avait nommé la presse nationale et certains médias internationaux, le « vendredi noir » à Lomé. L'encadré suivant nous raconte jusque dans ses moindres détails le fil des événements :

Tout s'est déroulé devant moi. Plusieurs de mes confrères et consœurs étaient présents au Palais de la Justice. Nous avons été ainsi des témoins privilégiés de l'événement. Aussi avons-nous jugé nécessaire d'en porter un témoignage officiel [...]. Très tôt le matin les jeunes Togolais ont pris d'assaut la grande salle d'audience du Palais de Justice de Lomé et envahi le Tribunal et ses abords. Ils étaient venus écouter le jugement qui devrait être rendu dans l'affaire des tracts où étaient poursuivis les nommés Logo Dossouvi et Doglo Agbélenko. [...] Les manifestants scandaient avec frénésie des slogans forts significatifs : "À bas le RPT", "Oui au multipartisme", "Oui la démocratie", "À bas le 13 janvier", "Vive le 27 avril", "Liberté d'expression", "Libérez-les" ...

Ces slogans étaient entrecoupés de manière répétée par l'hymne de l'indépendance, "Terre de nos aïeux" dont les manifestants réclamaient le rétablissement. Ce fut ensuite l'irruption et l'intervention brutale, violente et injustifiée des Forces de l'Ordre dans l'enceinte du Palais. Très rapidement, les événements prirent une autre tournure. Les manifestants réagirent par des jets de pierres et un mouvement pacifique s'est transformé en émeute populaire au cours de laquelle ils s'en sont pris à des symboles du pouvoir [...]. Comme une

trainée de poudre, la manifestation s'est étendue à plusieurs quartiers de la ville, notamment à Bè et ses alentours où une partie de la population s'est jointe au mouvement. [...].

Extrait de la déclaration de l'Ordre des avocats adoptée le 11 octobre 1990, consultable également dans l'ouvrage « Combat pour un Togo démocratique – Une méthode politique » de Me Yawovi Agboyibor (1999) et sur le site www.anctogo.com/togo.

Le soulèvement populaire du 5 octobre 1990 aurait donc eu le grand mérite de propulser le Togo dans un processus de démocratisation plutôt époustoufflant avec comme gains politiques majeurs la restauration du multipartisme et la liberté d'expression. Mais, ce processus cache aussi beaucoup d'insatisfactions dans la gouvernance politique et économique qui justifient en partie d'autres actions futures dont notamment le mouvement du 19 août 2017 et sa suite.

Le mouvement politique du 19 août 2017 ou une répétition de l'histoire ?

Le 19 août 2017 marque un nouveau tournant dans la lutte politique au Togo. Cette date doit son importance au dynamisme qu'elle a su insuffler aux manifestations publiques qui connurent une baisse d'intensité quelques mois après la présidentielle de 2015. Décidé à faire valoir son influence politique après une série de meetings qui a drainé une foule de militants et sympathisants, le Parti national panafricain (PNP) déclenche une mobilisation générale le 19 août 2017 dans plusieurs centres urbains⁵ du pays simultanément dont Lomé la capitale. Une mobilisation dont les échos ont retenti au-delà des frontières nationales et servit à nouveau de moyen de remobilisation aux acteurs politiques togolais : qui pour accentuer la pression sur le régime en place (la coalition des partis de l'opposition dite démocratique), qui pour revoir et renforcer leur maillage territorial et surtout réaffirmer leur soutien au chef de l'Etat (le parti au pouvoir et ses supporteurs), et qui encore pour se frayer un nouveau passage en profitant de la brèche ouverte par d'autres acteurs pour s'offrir une belle « place au soleil » (les partis dits de l'opposition « modérée » qui font leur début à l'hémicycle depuis les législatives du 20 décembre 2018 ou les députés issus des listes de candidatures indépendantes). Cette mobilisation permit principalement à l'opposition traditionnelle de retrouver le goût de la rue après une longue période d'essoufflement où tout semblait bien acquis au parti au pouvoir.

En effet, au lendemain du 19 août 2017, suite à l'appel du leader du PNP, M. Salifou Tikpi Atchadam principalement à l'endroit du chef de file de l'opposition, des actions concertées ont été menées avec pour

⁵ Des centres urbains comme Sokodé, Bafilo, Mango, Dapaong.

objectif forcer le pouvoir à lâcher du lest sur un certain nombre de sujets touchant à la vie de la nation. Ainsi, naît le 22 août 2017 la coalition des quatorze partis politiques qui, aussitôt constituée, reprit et amplifia la contestation contre le parti au pouvoir, en témoignant notamment les manifestations publiques des 6 et 7 septembre 2017 qui ont vu affluer plusieurs milliers de citoyens dans les rues de Lomé, de même que plusieurs autres villes à l'intérieur du pays. Initialement, les revendications ont porté sur le retour à la constitution du 14 octobre 1992⁶ et le vote de la diaspora. Mais ce principe de totalité, pour parler comme Alain Touraine, au nom duquel les Togolais sont descendus massivement dans la rue va vite virer à d'autres exigences politiques comme le départ du régime en place et l'arrêt de tout ce qui semble « *friser l'injustice* » selon certains acteurs de la classe politique togolaise. Et comme l'affirmait Jean-Pierre Fabre, alors chef de file de l'opposition cette mobilisation ambitionnait de « *mettre un terme à 50 ans de violence et de terreur, d'arrestation arbitraires, de torture et d'assassinats, de duplicité, de falsification et de fraude électorale, de corruption, d'achat de conscience et de mensonge, de brutalité policière et de coup de force* » (Source : Liberté n° 2512 du vendredi 8 septembre 2017).

Il ressort de cette affirmation que non seulement la revendication est sortie de son cadre initial, mais elle recouvre désormais tout ce qui apparaît comme une anomie démocratique qu'il fallait combattre et faire arrêter ici et maintenant. Cette façon de présenter la chose semble néanmoins satisfaire les manifestants qu'on a vite fait d'identifier au peuple togolais à mettre fin à un régime, responsable de tous les maux dont il souffre. Et comme le dit ce manifestant « *ce qui se passe aujourd'hui, ce n'est pas la pluie qui va nous dissuader de manifester pour obtenir ce que nous voulons. Nous sommes déterminés et nous allons vaincre* ». (Source : Liberté n° 2512 du vendredi 8 septembre 2017).

Autant en déduire toute l'assurance des manifestants à pouvoir enfin atteindre le bout du « tunnel » et espérer un aboutissement heureux de la mobilisation. Aussi, parce qu'émanant des citoyens venus nombreux manifester leurs mécontentements, la revendication d'en finir avec le pouvoir togolais par la classe de l'opposition est rapidement présentée

⁶ Cette constitution a été approuvée au referendum du 27 septembre 1992 à près de 98% et à ce titre est très souvent présentée répondant au mieux à l'aspiration profonde des populations. Elle a subi à plusieurs reprises des modifications dont la non limitation du mandat présidentiel.

comme légitime et supérieure à tout autre réclamation.

« Nous resterons ici jusqu'à ce que les revendications que nous portons soient exécutées. En tant que responsables politiques, notre devoir est de porter le message du peuple. Je peux vous dire que nous sommes ici par la volonté des populations et nous ne partirons que lorsque nous aurons ce que les populations demandent. Cela veut dire que dès le départ, nous avons porté l'exigence du retour à la constitution du 14 octobre 1992, du vote de la diaspora et des réformes électorales. Mais aujourd'hui, les populations disent qu'ils veulent que les autorités en place partent... », a martelé Fulbert Attisso (Source : liberté n°2512 du vendredi 8 septembre 2017).

Ainsi, du retour à la constitution de 1992 et le vote de la diaspora, le mot d'ordre a fluctué et s'est élargi à d'autres revendications dont la plus saillante est, sans nul doute, le départ immédiat du chef de l'Etat, de quoi braquer ses défenseurs et pousser la lutte politique à son paroxysme : violence sur les militants et les forces de l'ordre, destruction des édifices publics, apparition des groupes de milices, morts d'homme, exils forcés, arrestations, etc. Mais, cette mobilisation aussi gigantesque fut-elle, ne réussira pas comme celles qui l'ont précédée, à faire partir le régime en place comme l'ont prétendu ses pourfendeurs. Elle a plutôt contribué à renforcer davantage le pouvoir et conduit à une nouvelle configuration de la classe politique togolaise.

2.4. De l'organisation des mouvements sociopolitiques : quelles stratégies de communications des acteurs politiques

Si nous considérons les stratégies de communication comme l'ensemble des conduites, des manières pour transmettre les informations, nous dirons que les acteurs politiques togolais ont toujours mis en place plusieurs stratégies afin d'atteindre les populations cibles. Il s'agit des stratégies dites classiques et celles considérées comme étant modernes avec l'évolution des TIC.

2.4.1. Les stratégies classiques de la communication

Les stratégies classiques sont les meetings populaires, les réunions ou rencontres politiques, les affiches, la création des points focaux des partis politiques, les débats à la radio ou télévision. Avec ces moyens de communication, les appels à manifester prennent le temps à atteindre les populations, et deviennent plutôt fastidieux. Aussi, demandent-ils beaucoup de moyens physiques, humains et financiers. Et la conséquence, c'est que finalement peu de monde répond à l'appel à mobiliser.

Les meetings populaires

Un meeting populaire désigne une réunion publique au cours de laquelle des orateurs expriment des revendications, débattent de questions politiques ou sociales (www.cnrtl.fr). Les meetings servent à regrouper les militants et sympathisants, à leur délivrer une information, les sensibiliser en prélude à une action à mener afin de les voir plus nombreux au moment venu. En témoignent les deux meetings tenus par le Parti National Panafricain au stade de Sokodé le 14 mai 2017 et à Lomé le 2 juillet 2017 au stade de Kégué qui ont servi à préparer les militants à la mobilisation générale du 19 août 2017. C'est toujours dans la même perspective que tous les autres partis de l'opposition tenaient leurs meetings : préparer une action d'envergure.

La stratégie de meeting, très peu utilisée par le parti au pouvoir, sert surtout à faire passer des messages de paix et de soutien au chef de l'Etat, notamment en période de contestation populaire contre sa personne et le pouvoir.

Les réunions/ les rencontres politiques

Les réunions politiques constituent également une stratégie utilisée par plusieurs acteurs politiques togolais. Organiser entre les membres du bureau exécutifs élargi, les réunions politiques constituent des occasions de discussion, d'échanges de consignes et contre-consignes pour des actions futures à mener. Au cours de ces réunions, des idées sont partagées entre dirigeants ou cadres du parti et les militants. Les débats sont animés par les premiers responsables du parti afin d'aboutir à une bonne organisation des actions politiques futures. Il existe des réunions ordinaires et des réunions extraordinaires.

Toutes ces stratégies de mobilisation ont pour but de sensibiliser et partager des informations sur la vie politique afin de permettre aux acteurs d'avoir une meilleure connaissance des enjeux du moment.

Les émissions radiodiffusées et les débats à la télévision

Servant généralement à débattre de l'actualité politique du pays, voire au-delà, les émissions radiodiffusées ou les débats à la télé constituent des occasions pour les acteurs politiques togolais d'annoncer une action politique de grande envergure ou encore faire le point ou mieux expliquer aux citoyens les activités passées. Cette stratégie est plus usitée d'autant que sur les radios et les chaînes de télévision foisonnent

des émissions du genre, chose sans laquelle tout média perdrait de l'audience auprès de la population, notamment la population urbaine de Lomé. Entre autres émissions très suivies on peut citer le club de la presse et « *miwoènényo* » sur Canal FM Lomé (93.5), Taxi presse (actuellement suspendu) sur la Radio Taxi FM (93.1), Point de la semaine et « *miantodédé* » sur radio Zéphir (92.3), Actu presse et « *doukomé nyadzodzowo* » sur la radio Victoire FM Lomé (96.3), etc. Cette stratégie de communication sert également de moyen de diffusion d'informations et d'activités des acteurs politiques, de socialisation politique à l'endroit des citoyens « *même si on note une absence d'éducation à la citoyenneté au sein des partis politiques* » selon les propos d'un membre d'une association.

2.4.2. La stratégie moderne de communication

L'internet et les réseaux sociaux (WhatsApp, Facebook) ont instauré une nouvelle ère dans la production de l'information politique et par extension dans l'organisation des mouvements sociaux et politiques. Selon F. Haegel (2009) l'internet est souvent dépeint comme un « instrument de veille, de diffusion et de mobilisation (circulation de l'information, accroissement des pratiques pétitionnaires) » permettant de se désolidariser des pratiques dominantes et de gagner ainsi en indépendance et en liberté. L'appropriation des dispositifs communicationnels tels que le web par différents groupes sociaux leur permet effectivement d'élargir, d'une part, la scène sur laquelle ils accèdent à la visibilité politique et, d'autre part, leurs possibilités et leurs lieux d'intervention, autrement dit leurs modes de mobilisation, au-delà de la sphère associative et/ou militante locale au sein de laquelle ils étaient jusqu'alors souvent confinés.

A travers cet outil, les acteurs politiques ou partisans créent des groupes sur les réseaux sociaux tels que WhatsApp, Facebook afin de pouvoir faciliter la communication et inter agir entre divers acteurs de façon effective. Nous assistons à des diffusions de messages, très souvent accompagnés d'images dans diverses langues (locales) pour mobiliser toutes les couches sociales. N. Chomsky et R. W. McChesney (2000) écrivaient à ce propos que l'internet a ouvert des possibilités importantes dans le champ des communications démocratiques et progressistes. Ce contexte fortement évolutif conduit d'autres chercheurs à conclure que les technologies de l'information et de la communication (TIC) favorisent l'émergence de « nouvelles sphères publiques transnationales » (M. Nedelcu, 2009) au sein desquelles différents acteurs sociaux peuvent se rencontrer, partager des intérêts et des valeurs communes et se mobiliser ensemble pour défendre des

causes, développer des idées, partager des préoccupations dans de nouveaux espaces virtuels pour d'éventuelles actions collectives. Nous prenons l'exemple du Parti national panafricain (PNP) au Togo pour montrer comment son leader a mobilisé ses militants à partir des réseaux sociaux numériques.

Comment le PNP procède-t-il pour mobiliser les militants ? Une illustration par l'utilisation de l'application WhatsApp

Les réseaux sociaux et notamment l'application WhatsApp ont été plus sollicités ces derniers temps dans la fronde politique qui a opposé le parti au pouvoir et ses adversaires de l'opposition. L'appropriation de cet outil comme moyen de communication politique par certains acteurs dont le leader du Parti national panafricain a fait prendre une toute autre dimension à la mobilisation. Si la manifestation du 19 août 2017 et sa suite ont connu une telle mobilisation, c'est aussi et surtout grâce aux réseaux sociaux qui ont servi à relayer et à étendre l'appel à manifester lancé par le responsable du parti. Cet extrait du message vocal envoyé dans une plateforme⁷ de discussion WhatsApp en dit long : samedi 19 août 2017, une date, une occasion unique pour finir avec la dictature des Gnassingbé. Peuple togolais de toutes catégories confondues et de toutes couches sociales sortons tous massivement dans la rue le 19 août 2017 contre le régime et le pillage des ressources du pays par une minorité.

Et, lorsqu'il a été contraint de quitter le champ de la contestation pour se réfugier dans un pays voisin, le leader du PNP a trouvé en les réseaux sociaux un recours idéal pour continuer à influencer sur la mobilisation par la diffusion régulièrement de messages vocaux via WhatsApp qui constituent de ce point de vue un puissant outil de mobilisation et de proximité entre le leader et sa base militante ou ses supporteurs. Cette nouvelle façon de galvaniser la « base » est d'autant plus attendue que pratiquement à la veille de toute mobilisation circule dans les groupes WhatsApp un audio dont se délectent les militants et d'autres citoyens qui voient en lui un mobilisateur hors pair. Ainsi, s'adressait-il au peuple togolais à propos de la marche des 27, 28 et 29 décembre 2017 via un autre audio diffusé le mercredi 27 décembre, c'est-à-dire le premier des trois jours de manifestations devant clôturer une fin d'année très mouvementée entre le pouvoir et les partis de l'opposition togolaise réunis ou de la coalition des quatorze partis

⁷ Nous avons jugé garder l'anonymat en ne donnant pas les noms ou références des plateformes WhatsApp de discussions

politiques, baptisée la C14 : « nous sommes arrivés à un moment de l'histoire de notre pays où il fallait choisir entre se soumettre ou se battre. Vous avez choisi en peuple vaillant de vous battre pour la liberté, socle de toute démocratie digne de ce nom » (Responsable de parti politique).

C'est dire que les réseaux sociaux et notamment dans le contexte togolais le WhatsApp revêt une grande importance et contribue à créer de l'émulation en les citoyens à participer à la mobilisation et à rentrer spontanément dans la contestation, et aux leaders de continuer à influencer sur la mobilisation sans être présent physiquement sur les lieux des manifestations. Pour réaffirmer son soutien à ses autres camarades de lutte et apporter sa voix à la mobilisation générale du 13 janvier 2018 destinée à renforcer la pression sur le régime, le responsable du PNP adresse un audio à la population togolaise dont on peut retenir ces phrases : « peuple togolais, un nouveau jour est encore levé. Je viens par cet appel réveiller la conscience des populations togolaises qui dormait ; de sortir nombreuses demain 13 janvier 2018 pour prendre part à la manifestation que la coalition organise pour exiger entre autres : le retour à la constitution de 1992 et le vote de la diaspora ».

Ainsi, l'appropriation de WhatsApp comme stratégie de communication politique constitue, pour le cas précis de ce responsable politique, l'une des voies par laquelle il maintient le contact avec les militants, mais aussi le moyen par lequel il entretient et nourrit la détermination de la population à aller jusqu'au bout de la contestation, malgré son éloignement. Ce qui est illustré par les propos de cet enquêté en ces termes : « *au début de la lutte, Tikpi lui-même venait nous livrer le fond de sa pensée, mais depuis le début du mouvement et son départ en exil, il continue de nous parler par les audios. Ce qui nous encourage à ne pas baisser les bras* » (Membre d'une association).

La restauration de la démocratie a plongé le Togo dans des crises, grèves, contestations et manifestations en rapport avec la gestion de la chose publique. Dans ces cycles de crises, ont interféré des mouvements sociaux dont les revendications et les contestations ont des implications politiques. Ces mouvements ont conduit l'acteur politique à s'approprier les réseaux sociaux numériques pour leur utilisation dans un champ politique qui se métamorphose en termes de communication. Les réseaux sociaux numériques ont donc offert de multiples possibilités tant pour les partis politiques et leur leader que pour les citoyens et le système démocratique dans son ensemble ; contribuant ainsi à la participation politique.

2.5. Discussion

Cette recherche a permis de passer en revue les mouvements sociaux et surtout politiques qui ont rythmé la vie sociopolitique, surtout à partir de 1990, en mettant en évidence les acteurs et les stratégies utilisés lors de ces mouvements. La présentation des faits recueillis sur le terrain a consisté à montrer la variation des stratégies tout comme les finalités recherchées à travers leurs diverses appropriations. Chaque acteur politique à travers les différentes stratégies cherche à maîtriser une zone d'incertitude. Les acteurs étant libres selon M. Crozier (op. cit), développent des stratégies pour atteindre leur but : la conquête et l'exercice du pouvoir. Pour atteindre ces buts, les stratégies et les moyens d'actions concrètes s'imposent. C'est aussi la preuve de l'enracinement de la culture politique avec des acteurs qui savent varier les stratégies en fonction des besoins. Mais, tous ces moyens de lutte, nous semble-t-il, doivent leur efficacité d'action surtout au savoir-faire des acteurs qui s'en servent. Ainsi dit, une stratégie politique ne pourrait reproduire les mêmes résultats partout, tout dépend de la capacité des acteurs à pouvoir tirer le maximum de biens de la stratégie déployée. La sociologie actionniste de A. Touraine nous invite donc à repenser simultanément l'acteur et le système social. La société n'est pas un système total qui régleme l'action, encore moins la somme des comportements individuels. Il faut des stratégies pour donner un sens à toute action.

Si, à travers les réseaux sociaux un leader politique peut maintenir son influence sur sa base, il faut bien penser que le moyen en lui seul ne saurait suffire, même s'il y contribue énormément. Il lui faut disposer d'autres ressources comme le charisme qui, si l'on reste dans la perspective wéberienne, est la qualité première de tout leader. Dans le cas présent, les leaders politiques ont su, dans une certaine mesure, communiquer à un moment de la naissance de la crise. Pour J. Gerstlé (2008), la politique est devenue une affaire de communication. Elle exige un agir stratégique et une rationalité communicationnel (J. Habermas, op. cit) ; des plans d'action, des conduites qui varient selon les positions du pouvoir occupées et les situations vécues par les acteurs concrets de la vie politique en privilégiant le langage. L'activité communicationnel est au fondement du social et constitue une des stratégies par laquelle les leaders politiques communiquent pour mobiliser les citoyens ou les convier à des contestations qui sont pour

la plupart des cas ponctuées de violence.

Dans le cadre du présent article, la stratégie de communication à travers les réseaux sociaux numériques utilisée par les leaders politiques semble revêtir plus de sens auprès des supporters, militants et sympathisants. Ces réseaux sociaux numériques ont « instauré une nouvelle ère dans la communication et, par extension, dans l'organisation et la mobilisation. Elles ont métamorphosé les pratiques de la participation citoyenne et des revendications sociales, offrant plus d'opportunités et de possibilités de discussion dans un espace libéré de contraintes » (G. Napo, 2020, p.61). Vu sous cet angle, le contenant, c'est-à-dire le moyen utilisé (ici le réseau social WhatsApp) importe certes, mais il vaut beaucoup moins que le contenu véhiculé (le message diffusé). Toutefois, ces informations qui inondent les réseaux sociaux (à travers le WhatsApp) ne constituent pas à elles seules des moyens d'engagement politique.

Aussi, ne faudra-t-il pas tenir compte de l'importance des moyens déployés sur l'engagement personnel des citoyens à participer ou non à un mouvement politique. Cela reviendrait à dire que les citoyens ne constituent plus, aux dires de S. Tchakotine, des « cerveaux amorphes », totalement soumis aux influences des messages politiques que leur servent les leaders. Si beaucoup de citoyens togolais ont accepté battre les pavés des mois durant malgré la violence dont ils avaient été victimes c'est, sans doute, parce qu'ils envisageaient cette mobilisation comme l'ultime moyen de faire cesser l'injustice qu'ils ressentent dans leur quotidien et en espéraient un changement politique. Leur engagement ne peut être compris que par leur désir de participer au rétablissement d'un nouvel ordre politique, à l'instauration d'une politique redistributive plus juste, à une bonne gouvernance et à un changement social.

Conclusion

Comme tout processus de changement, des événements imprévisibles se sont produits dans la vie sociopolitique du Togo depuis 1990. Face aux besoins non satisfaits des populations, l'offre des politiques et des gouvernants a semblé insuffisante, contribuant à entretenir au sein de celles-ci un sentiment d'injustice sociale généralisé, source des frustrations que les occasions d'actions collectives (grèves, mouvements de protestation, etc.) ont permis de libérer. Quand ce ne sont pas des syndicats, les élèves ou étudiants, les enseignants, les professionnels de la santé, ce sont des partis politiques qui mobilisent les militants et sympathisants pour prendre d'assaut la rue. Les

stratégies de communication, utilisées pour interagir avec la base sont diverses : tracts, affiches, rencontres clandestines, rencontres politiques et l'usage d'internet à travers les médias ou réseaux sociaux numériques. Toutes ces stratégies de communication, surtout la dernière, sont de plus en plus déployées comme des vecteurs de mobilisation privilégiés lors des mouvements sociopolitiques. Cette recherche a d'ailleurs permis d'en mesurer l'importance. Et comme le dit si bien E. Neveu, sans médiatisation, les mouvements sociaux ne peuvent guère prétendre au succès. Mais, ces stratégies ne sauraient avoir plus d'intérêt, mieux de pertinence que par rapport au sens que leur donnent les acteurs : politiques et citoyens lambda confondus.

Références bibliographiques

- Bardin Laurence, 2007, *L'analyse de contenu*. Paris, quadrige, PUF.
- Barats Christine et al, 2013, *Manuel d'analyse du web en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Colin, Coll. U.
- Batchana Essohanam, 2014, « Associations estudiantines et violences sur le campus universitaire de Lomé (1990-1992) », *Les cahiers d'Histoire et d'Archéologie*, n° 16, Université Omar Bongo, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, pp.287-302.
- Calhoun Craig, 1998, « Community Without Propinquity Revisited : Communications Technology and the Transformation of the Urban Public Sphere » *Sociological Inquiry*, Vol. 68, n°3.
- Castells Manuel, 1999, « La face cachée de la terre : les mouvements sociaux contre le nouvel ordre mondial ». *Le pouvoir de l'identité*. Paris, Fayard.
- Chomsky Noam & McChesney Robert Waterman, 2000, *Propagande, médias et démocratie*, Montréal : Les Éditions Éco-société.
- Crozier Michel et Friedberg Erhard, 1977, *L'acteur et le système*, Paris, édition Seuil.
- Danioué Tamasse Roger, 2010, « Les contestations estudiantines au Togo dans la mouvance démocratique (1990-2004) ». *Mosaïque*, Revue interafricaine de philosophie, littérature et sciences humaines, n°010, pp.203-228.
- Diani Mario, 1992, « The Concept of Social Movements » *The Sociological Review* 1992. pp. 1-19.
- Foisy Marc, 2008, « Les liens entre les médias citoyens et les mouvements

sociaux au sein de la sphère publique », mémoire pour l'obtention du grade de Maître ès art (M.A), consulté sur <https://corpus.ulaval.ca/jspui/bitstream/20.500.11794/20410/1/25798.pdf>, le 23/10/2019.

Gerstlé Jacques, 2008, *La communication politique*, Paris, Armand Colin.

Habermas Jürgen, 1978, *L'espace public, Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.

Haegel Florence, 2009, « La démocratie et ses nouveaux fonctionnements », *Les cahiers français*, 350, pp.48-52.

Napo Gbati, 2020, « Mobilisation pour une action collective : quelle contribution des réseaux sociaux numérique pour un engagement politique ? », *Technologies numériques et sociétés africaines. Enjeux de développement*, sous la direction de Julien Atchoua, Jean-Jacques Bogui, Saikou Diallo, vol 1, pp.53-71, ISBN : 978-1-78406-656-7 (e-book), ISTE Editions Ltd.

Nedelcu Mihaela, 2009, *Le migrant online : nouveau modèles migratoires à l'ère du numérique*, Paris, L'Harmattan.

Neveu Eric, 2011, *Sociologie des nouveaux mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.

Rigoni Isabelle et al., 2015, « Médias, engagements, mouvements sociaux », *Sciences de la société* (en ligne), mis en ligne le 30 Juin 2016, consulté le 23 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/sds/2402>.

Touraine Alain, 1973, *Production de la société*, Paris, Seuil.

NOTE A L'INTENTION DES CONTRIBUTEURS

DEZAN est la revue scientifique du Département de Sociologie-Anthropologie de la Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines de l'Université d'Abomey-Calavi au Bénin. De sa dénomination «dézan» signifiant «rameau» en langue béninoise «fɔngbé», elle est représentative de la symbolique du changement social en culture africaine. De ce fait, la **Revue DEZAN** se donne pour vocation première de contribuer à une configuration décloisonnée des sciences de l'homme et de la société, pour une synergie transversale et holistique génératrice d'une interdisciplinarité plus fertile à un développement convergent où l'endogène et l'exogène sont en parfaite cohésion. Elle paraît au rythme de deux numéros par an. Les articles y sont rédigés en français, anglais, allemand, ou en langues nationales africaines.

Le comité de lecture est habilité à accepter pour publication ou non les articles soumis. Chaque article est résumé en une page au plus assorti de cinq mots clés du travail. Le manuscrit de 20 pages au plus est soumis en exemplaire original, recto seulement, saisi à l'intérieur d'un cadre de frappe 21 x 29,7; police Times New Roman, point 12, interligne 1,5. Il est accompagné d'un CD-RW ou d'une clé USB comprenant les données. Chaque auteur est appelé à donner son adresse électronique et son institution d'attache. Les cartes et les croquis sont scannés et notées de façon consécutive.

L'usage de l'Alphabet Phonétique International pour transcrire les termes en langues nationales est vivement conseillé. Les références bibliographiques dans le texte sont faites selon l'approche Van Couver ou Harvard dans une parfaite harmonie selon le choix de l'auteur. Chaque auteur apporte une participation de **30.000F**.